

Analyse



Réseau de monnaies
citoyennes :
outil
d'émancipation...
socio-économique

Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Tandis que les monnaies citoyennes continuent à se développer et que de nouveaux projets éclosent régulièrement, les groupes porteurs de ces initiatives commencent à se développer en réseaux, créant de nouvelles synergies et de nouvelles opportunités. Analyse du phénomène à travers les expériences wallonnes¹.

En quelques mots :

- Souvent, la création d'une nouvelle monnaie trouve son origine dans une envie citoyenne de se « réapproprier » les enjeux de la finance.
- Ce nouvel outil monétaire permet aux citoyens de créer de nouveaux bassins économiques centrés sur les besoins réels.
- Il existe actuellement 8 monnaies locales en Wallonie et 6 autres en préparation.

Mots clés liés à cette analyse : monnaie citoyenne, réseau, plaidoyer, lobby, système financier, changement politique, parties prenantes.

1 Introduction

Ces dernières années, un peu partout sur la planète et aussi chez nous, émergent de nombreuses monnaies locales et complémentaires. En 2008, Bernard Liétaer et Margrit Kennedy² en relevaient déjà plus de 5 000. Cette estimation est aujourd'hui largement dépassée. Dans cette grande diversité monétaire émergente, de nombreuses initiatives sont portées par des collectifs de citoyens à la recherche d'alternatives économiques. Quels sont leurs fondements ? Et, *in fine*, à quoi servent-elles ? Depuis une petite dizaine d'années, Financité soutient, nourrit et anime ce qui devient aujourd'hui un réseau de monnaies citoyennes en Belgique francophone. L'impact économique reste bien entendu extrêmement modeste mais ces groupes d'action citoyenne sont, par contre, de remarquables opportunités pour replacer l'économie, la finance et l'argent au cœur des préoccupations quotidiennes.

1 Cette analyse fait suite à une précédente analyse d'Eric Dewaele, *Monnaies locales complémentaires : outil d'émancipation citoyenne*, Réseau Financité, décembre 2015, disponible sur www.financite.be.

2 Bernard Lietaer et Margrit Kennedy, *Monnaies régionales, de nouvelles voies vers une prospérité durable*, Editions Charles Léopold Mayer, 2008, 242 p.

2 Entre incompréhension et désagréable impression d'être grugé, mieux comprendre pour agir

Ce début de 21^{ème} siècle a été marqué par deux grands bouleversements : l'arrivée des euros et la crise financière de 2008. L'adoption de la monnaie européenne a fortement distendu le lien entre notre quotidien et les rapports de force qui fixent la valeur de la monnaie. En 2008, une crise financière majeure a révélé au grand jour les paris irresponsables engagés par des opérateurs financiers qui agissent désormais à l'échelle planétaire. Les gouvernements occidentaux ont dû intervenir massivement pour éviter une catastrophe. Aujourd'hui, ces bulles gonflent à nouveau tandis que les citoyens sont confrontés aux reculs sociaux imposés par des États qui ont choisi de s'endetter pour éviter la faillite de quelques grandes banques devenues « trop grandes pour faillir ». Par ailleurs, le ralentissement, voire l'arrêt, de la croissance économique des pays occidentaux justifie une politique de taux d'intérêt très faibles. Les comptes d'épargne des particuliers ne rapportent quasi plus rien et tout pousse le citoyen à emprunter pour relancer la croissance économique. « Le crédit et les intérêts sont le dopage de la société sommée de maintenir à tout prix la croissance économique sous peine d'arrêt brutal » affirme André Peters dans un ouvrage au titre évocateur : « De la dictature financière à la démocratie monétaire »³. Enfin il y a les changements climatiques dont nous commençons à percevoir les effets et l'augmentation significative des inégalités avec les déséquilibres qu'elle engendre.

Sans aucune prétention à l'exhaustivité, ce sont là quelques éléments qui alimentent les débats citoyens animés par Financité aux quatre coins de la Belgique francophone. Balancées entre révolte et résignation, entre incompréhension et désagréable impression d'être grugées, des personnes de plus en plus nombreuses ont envie de mieux comprendre pour agir en connaissance de cause.

3 Un grand jeu de société participatif

Créer une monnaie locale, c'est « kidnapper des euros », les transformer en « bons de soutien à l'économie locale » et les faire circuler sur une base locale dans des cercles économiques composés d'acteurs choisis. Le système est piloté par un collectif citoyen structuré en ASBL. Au sein de celle-ci on retrouve aussi les commerçants et producteurs de biens et de services qui acceptent ces nouvelles unités de valeur en

3 André Peters, De la dictature financière à la démocratie monétaire, collection « Questions contemporaines », L'Harmattan, 2016, p.185.

mode de paiement. Le réseau se développe de proche en proche. Les valeurs partagées sont formalisées dans une charte articulée autour du respect des personnes, de l'environnement et de l'indépendance de gestion. La « monnaie citoyenne » circule au sein d'un bassin de vie auquel les acteurs s'identifient. Outils et expériences se partagent et s'échangent dans un esprit « open source ». Financité joue un rôle de support et de facilitateur.

Participer activement à la création d'une monnaie locale ou simplement l'utiliser, c'est ouvrir un vaste champ de questions. En créant et en faisant circuler ces « bons de soutien à l'économie locale » (définition officielle des « billets »), le citoyen interroge et s'interroge sur des questions essentielles : quelle est la priorité de l'entreprise dans laquelle j'achète mon bien/service : rémunérer les investisseurs ou développer un emploi non délocalisable ? Les gestionnaires sont-ils libres pour poser leurs choix de gestion ? L'entreprise assume-t-elle les conséquences sociales et environnementales des processus qu'elle développe ?...

Les dynamiques de monnaies locales sont aussi une belle façon de reprendre conscience d'une série de réalités importantes. Les citoyens découvrent, ou redécouvrent une grande diversité de filières de production avec leurs implications humaines, financières et environnementales. Grâce à un contact rétabli avec les producteurs et vendeurs de proximité, les acheteurs redonnent du sens à leur pouvoir de consommation. La délicate question du prix et de la valeur des biens et des services occupe une place centrale. La réalité est bien plus complexe et intéressante que deux droites qui se croisent sur un graphique. Les choix du consommateur peuvent être motivés par des raisonnements qui dépassent la simpliste volonté d'acquérir un maximum de choses pour un minimum d'argent.

4 Bien commun émancipateur et vecteur démocratique

Nous utilisons une monnaie d'échange avant tout fondée sur la confiance des opérateurs. La monnaie permet à la fois de quantifier finement les flux et d'étaler les transactions dans le temps via le crédit. La monnaie est l'instrument du marché. Sa valeur est liée à ce dernier ainsi qu'aux choix posés par les instances qui en gèrent la fabrication et la circulation. Mais, ces deux dernières décennies, l'économie de plus en plus mondialisée « se financiarise ». Ses logiques sont de plus en plus éloignées des réalités. Selon André Peters, le marché des produits dérivés représente

aujourd'hui 10 fois l'économie réelle⁴. Les règles de l'économie de marché formatent nos vies et cadrent les rapports que nous entretenons entre nous et avec notre environnement. Nous utilisons une monnaie unique, instrument d'une pensée tout aussi unique. Ce système est formaté pour accroître la richesse de quelques-uns grâce à l'instrumentalisation de l'immense majorité des autres.

En reprenant la main sur la création et le développement de circuits monétaires locaux centrés sur les besoins réels, les collectifs citoyens repositionnent l'outil monétaire au centre du modèle de société dans lequel ils veulent vivre. Dans les systèmes de monnaie locale, la valeur circule et ne produit pas d'intérêts. Le système n'induit donc aucun comportement spéculatif. En outre, chaque euro changé en monnaie citoyenne est versé dans une « réserve de contrepartie ». Ces montants sont d'abord déposés sur un compte épargne (généralement auprès de la Banque Triodos). Comme toutes les autres, les monnaies citoyennes reposent sur la confiance et il est donc essentiel qu'il soit possible de récupérer ses euros « si le jeu s'arrêtait ». Certains groupes ont, par ailleurs, décidé de consacrer une partie de cette réserve de contrepartie à l'achat de parts de la coopérative Crédal afin de lui donner une dimension solidaire. D'autres collectifs réfléchissent à de nouvelles options : acheter des terres vivrières ou des bâtiments et les mettre à disposition d'associations par exemple. Quand la monnaie devient un bien commun, c'est ensemble que l'on décide de son fonctionnement.

5 Des systèmes de garantie participative pour une économie locale en transition

Nombre de groupes citoyens porteurs des projets de monnaie locale sont nés dans les cercles de réflexion inscrits dans le mouvement des « villes et villages en transition ». La volonté est donc de stimuler le développement des circuits courts pour former des boucles économiques au sein d'un bassin de vie. Les contours de celui-ci sont dessinés par les citoyens qui développent le projet au départ d'une question simple : quel est le périmètre au sein duquel je me déplace pour mes achats de vie quotidienne ? C'est sur cette base assez intuitive que les zones se dessinent.

Ces réflexions touchent aussi à un point souvent très sensible : celui des identités locales, fortement influencées par l'histoire, les traditions et la mémoire collective. On se sent liégeois, carolo, namurois, on est attaché à sa vallée... Ces éléments

4 idem, p.43.

jouent un rôle majeur quand il s'agit de choisir le nom d'une monnaie et les images qui vont donner vie aux billets. Parfois aussi, les territoires concernés impliquent plusieurs identités différentes. C'est souvent l'occasion de redécouvrir l'immense richesse de notre diversité.

J'achète un pain et je paie en Volti, le boulanger achète des œufs, l'éleveur de poules pondeuses va au restaurant, le restaurateur paie son comptable qui achète des légumes... Le but est de stimuler des boucles économiques qui souvent dépassent géographiquement le bassin de vie dessiné par les citoyens acheteurs. On pourrait ainsi dessiner des cercles de tailles différentes qui se superposent en partie et ménagent des intersections plus ou moins grandes, comme un écosystème à géométrie variable. Ces boucles économiques sont constituées de suites d'échanges d'unité de valeurs mais aussi de liens sociaux. Ces interconnexions forment un système résilient largement fondé sur des chaînes de confiance à plusieurs niveaux interconnectés. C'est le cœur du dispositif et il forme un réel « système participatif de garantie » même s'il n'est généralement pas nommé ainsi. Ce dispositif pourrait être comparé à ceux développés par IFOAM⁵ dans le secteur de la production bio.

In fine, les collectifs citoyens se tournent vers les pouvoirs locaux, communes et provinces, pour leur demander un soutien. Celui-ci peut prendre des formes très diverses : mise à disposition de locaux, intégration de la monnaie citoyenne lors d'événements sportifs ou culturels, soutien logistique, prise en charge de quelques frais... Dans tous les cas, l'instance décisionnelle reste l'assemblée générale de l'association. La création de monnaies locales gérées par les pouvoirs publics locaux peut aussi être une bonne idée, mais il s'agit alors d'un autre outil qui peut poursuivre d'autres buts. C'est par exemple le cas des Torekes à Gand ou encore d'un système de portefeuille électronique qui permet de recevoir et dépenser des points verts dans la province du Limbourg belge.

Epi, Volti, Valeureux, Sous-rire, Talents, Blés etc. sont portés par des groupes indépendants mais centrés sur un socle de valeurs partagées, affirmées dans leurs chartes respectives. Dès cette année, de nouvelles interconnexions vont se développer via un système de paiement électronique inspiré par des expériences similaires en Italie, en France et aux Pays-Bas. Il permettra de faciliter les échanges

5 IFOAM (International Federation of Organic Agriculture) définit les Systèmes Participatifs de Garantie (SPG) comme « des systèmes d'assurance qualité ancrés localement. Ils certifient les producteurs sur la base d'une participation active des acteurs concernés et sont construits sur une base de confiance, de réseaux et d'échanges de connaissances. »

entre entreprises mais aussi entre particuliers puisque ceux-ci pourront réaliser des achats et payer en monnaie citoyenne via un QR code sur leur smartphone ou un simple sms envoyé au départ de leur téléphone portable. Encore une belle étape pour ce jeu de société grandeur nature...

6 Agir à la marge pour oser de nouveaux cadres

« L'argent est à la civilisation ce que l'ADN est aux espèces. Il réplique les structures et les modèles de comportement qui demeurent actifs dans l'espace-temps pour de nombreuses générations. Il informe chaque jour des milliards de décisions individuelles et collectives, grandes et petites, d'investissement et de consommation⁶. » Créer des monnaies citoyennes, c'est donc s'engager sur un chemin d'émancipation ambitieux. « La démocratie monétaire ne se gagnera qu'à la condition que la culture monétaire se développe⁷. »

En juin 2017, en Wallonie, on dénombre huit groupes locaux centrés sur le développement de monnaies citoyennes. Dans les mois à venir quelques nouveaux réseaux viendront compléter ce tableau incluant aussi le développement d'une dynamique à Bruxelles. Ces initiatives se côtoient et s'entraident car chacun travaille dans une logique de partage des informations, des outils et des expériences. C'est un vaste mouvement qui prend forme avec l'appui de Financité.

Nous l'avons dit, le système de paiement électronique va permettre de faciliter les échanges et de renforcer les boucles économiques. Cette mutualisation va aussi imposer de nouvelles modalités de collaboration entre les groupes citoyens et les entreprises participantes. Ensemble, ils vont tracer les contours d'une nouvelle économie de proximité strictement enracinée dans la réalité et entièrement contrôlée par ses acteurs. Cette structuration devra se professionnaliser et s'inscrire dans les cadres réglementaires imposés par la Banque nationale de Belgique.

Au-delà d'éventuels appuis politiques pour financer la phase de lancement, il faudra aussi innover rapidement afin de garantir l'indépendance du système : cotisations,

6 Bernard Lietaer, Au coeur de la monnaie – Systèmes monétaires, inconscient collectif, archétypes et tabous, Editions Yves Michel, 2011, p. 445.

7 André Peters, op. Cit., p. 188.

frais de transactions, soutiens d'ONG ou de coopératives citoyennes. La solution sera probablement à chercher du côté d'un mode de financement diversifié et résilient.

Enfin, souvenons-nous des premiers projets de type « systèmes d'échanges locaux », ceux de première génération comme le décrit Marie Fare⁸. Ils accordaient une grande importance à la notion d'inclusion sociale en permettant aux personnes qui vivent avec de faibles revenus de participer activement au système d'échange. Dans leur formule actuelle, les monnaies citoyennes ne répondent pas à cette préoccupation. Dans de nombreux groupes, des réflexions s'amorcent à ce sujet. La question de la solidarité revient à l'ordre du jour. Encore un beau chantier en perspective pour ces traceurs de nouveaux chemins socio-économiques. « Les échanges marchands ne sont que l'une des formes d'échange sur lesquels s'appuie le tissu social. » souligne Yanis Varoufakis quand il affirme « un autre monde est possible ». En recréant de la diversité monétaire, nous pouvons dépasser le cadre actuel qui n'est au fond qu'une « idéologie mise en équation »⁹.

8 Marie Fare « Repenser la monnaie – Transformer les territoires, faire société. », Editions Charles Léopold Mayer, 2016, 104 p.

9 Yanis Varoufakis, « Un autre monde est possible – pour que ma fille croie encore à l'économie », Edition française, Flammarion, 2015, 213 p.

8 monnaies en circulation	6 monnaies en préparation
<ul style="list-style-type: none"> • Epi : Sud Luxembourg • Ropi à Mons • Val'Heureux à Liège, Verviers, Herve, Poulseur-Aywaille, Huy-Waremme... • Blés à Grez Doiceau • Volti à Ciney, Marche, Rochefort, Havelange, Nassogne, Somme-Leuze... • Talent à Ottignies LLN... • Lumsou en région namuroise • Le Sous-rire à Malmedy, Waimes, Stavelot, Trois-Ponts, Stoumont, Lierneux, Vielsalm <p>> Soit plus de 500 commerces et entreprises qui font circuler environ 200 000 équivalents euros.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Sol à Ath • L'Orno à Gembloux • L'Ardoise entre Lesse et Semois : Graides, Redu, Libramont... • Tournai • Charleroi • Bruxelles

Plus de 200 citoyens sont impliqués concrètement dans les collectifs de volontaires qui portent ces 14 initiatives.

*Eric Dewaele
août 2017*

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.